



RCS : CHARTRES

Code greffe : 2801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CHARTRES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1997 B 40154

Numéro SIREN : 413 736 356

Nom ou dénomination : DREUDIS

Ce dépôt a été enregistré le 02/03/2017 sous le numéro de dépôt 667



Grégoire BUNOT

Marc SOUCARRE

Christian PALVADEAU

Experts - comptables associés
Commissaires aux comptes

Laurence GOYEC

Geneviève DURANTEAU

Rachel LEROUX

Florent SABIN

Experts - comptables

Thomas BASTHISTE

Commissaire aux comptes

Cabinet Vilaine et Associés ■

Société civile d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région des Pays de Loire
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

DREUDIS

Boulevard de l'Europe
28100 DREUX

S.A.S. au capital de 5 400 000 €
R.C.S. CHARTRES 413 736 356

COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Juillet 2015 au 30 Juin 2016

Certifié conforme

Tél 02 40 92 66 00
Fax 09 55 27 66 00
cva@cvaexperts.fr

6, avenue Jacques Cartier. 44800 Saint-Herblain
B.P. 30123. 44817 Saint-Herblain Cedex

Membre d'une association agréée. Règlement par chèque accepté
TVA : FR 63 330 356 700, RCS Nantes 330 356 700 000 22



BILAN

ACTIF	Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois			Clôture au 30/06/15 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	16 386 892	5 702 561	10 684 330	10 299 571
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	4 087 697	55 430	4 032 267	4 033 871
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	56 368	55 430	937	2 542
FONDS COMMERCIAL (1)	4 031 329		4 031 329	4 031 329
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 394 529	5 647 131	5 747 398	5 420 019
TERRAINS	1 295 041	58 859	1 236 181	1 227 711
CONSTRUCTIONS	7 141 145	3 247 279	3 893 866	3 401 305
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	2 527 852	1 940 071	587 780	727 281
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	420 690	400 921	19 769	37 189
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	9 800		9 800	26 531
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	904 664		904 664	845 679
TITRES IMMOBILISES DIVERS	651 242		651 242	624 938
PRETS	244 340		244 340	207 971
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	9 080		9 080	12 769
ACTIF CIRCULANT	7 384 417	288	7 384 128	7 019 713
STOCKS ET EN-COURS	3 697 963		3 697 963	3 509 550
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	9 082		9 082	8 783
MARCHANDISES	3 688 880		3 688 880	3 500 767
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	1 411 916	288	1 411 627	849 428
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	73 252	288	72 963	70 004
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	1 338 664		1 338 664	779 423
CREANCES DIVERSES (3)	359 262		359 262	406 110
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 494 170		1 494 170	1 504 547
DISPONIBILITES	212 393		212 393	582 742
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	208 711		208 711	167 333
TOTAL GENERAL	23 771 309	5 702 850	18 068 459	17 319 285
(1) Dont droit au bail (2) Dont à moins d'un an (3) Dont à plus d'un an			4 956	5 337

BILAN

PASSIF	Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/15 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	8 466 143	8 119 228
CAPITAL	5 400 000	5 400 000
RESERVES	2 345 919	1 887 738
RESERVE LEGALE	234 758	193 520
AUTRES RESERVES	2 111 161	1 694 218
RESULTAT DE L'EXERCICE	719 487	824 769
PROVISIONS REGLEMENTEES	736	6 721
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	8 466 143	8 119 228
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	89 094	66 000
PROVISIONS POUR RISQUES	89 094	66 000
DETTES (1)	9 513 221	9 134 056
DETTES FINANCIERES (2)	4 905 580	4 693 587
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	4 692 236	4 488 736
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	213 344	204 850
DETTES D'EXPLOITATION	4 500 725	4 326 651
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	3 122 034	2 814 024
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 291 307	1 395 357
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	87 383	117 270
DETTES DIVERSES	103 718	110 594
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	20 902	37 847
AUTRES DETTES DIVERSES	82 816	72 747
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	3 195	3 223
TOTAL GENERAL	18 068 459	17 319 285
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an	4 012 095 5 501 125	3 922 730 5 211 325
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	140 148	62 709



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/15 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	41 195 362	43 130 985
VENTES DE MARCHANDISES	40 368 432	42 275 408
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	638 090	676 363
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	41 006 522	42 951 772
REPRISES SUR PROVISIONS	6 932	34 047
TRANSFERTS DE CHARGES	83 718	43 662
AUTRES PRODUITS	98 187	101 502
CHARGES D'EXPLOITATION	39 937 592	41 646 980
ACHATS DE MARCHANDISES	32 756 264	34 325 684
VARIATION DES STOCKS	(185 245)	(53 661)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	67 134	71 570
VARIATION DES STOCKS	(299)	(1 142)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	2 738 794	2 548 939
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	619 393	707 852
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 554 607	2 683 236
CHARGES SOCIALES	767 855	757 311
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	584 856	584 640
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	288	5 027
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	25 000	
AUTRES CHARGES	8 943	17 523
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 257 769	1 484 004
PRODUITS FINANCIERS	31 120	30 655
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	1 417	1 610
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	29 546	28 833
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT	156	211
CHARGES FINANCIERES	93 851	104 729
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	93 846	104 729
CHARGES NETTES SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT	4	
RESULTAT FINANCIER	(62 730)	(74 074)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 195 038	1 409 929

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/15 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	22 249	13 340
SUR OPERATIONS DE GESTION	16 124	33
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	140	1 222
REPRISES SUR PROVISIONS	5 985	12 084
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 252	90
SUR OPERATIONS DE GESTION	90	90
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 162	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	20 997	13 250
PARTICIPATION DES SALAIRES	215 846	247 431
IMPOTS SUR LES BENEFICES	280 702	350 980
<i>Total des produits</i>	<i>41 248 732</i>	<i>43 174 980</i>
<i>Total des charges</i>	<i>40 529 244</i>	<i>42 350 211</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	719 487	824 769
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier	29 976	27 459
Produits financiers concernant les entreprises liées		
Charges financières concernant les entreprises liées		

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a effectué la rénovation de la façade du centre commercial et de sa galerie marchande pour un montant de 914 K€. Ces travaux ont été financés par emprunt bancaire.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial, inscrit pour un montant de 4 031 330 €, correspond au mali technique de fusion dégagé lors de la fusion avec la société DREUX DISTRIBUTION (anciennement loueur de fonds de commerce).

Ce mali est affecté ainsi :

- Fonds de commerce :	1 823 000 €
- Terrains :	513 000 €
- Construction :	1 695 330 €

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	15 à 25 ans	- Matériel de transport :	4 à 5 ans
- Agencements des constructions :	15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	8 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	5 à 10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 101 830 actions de 53.03 euros.

Fonds commercial

* DREUX DISTRIBUTION

Fusion le 30/09/2005

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	4 087 698			4 087 698
Immobilisations corporelles	10 546 971	911 793	64 235	11 394 530
Immobilisations financières - titres	624 939	26 304		651 243
Immobilisations financières - créances	220 741	36 370	3 689	253 422
	15 480 349	974 467	67 923	16 386 892

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	53 826	1 605		55 431
Immobilisations corporelles	5 126 951	584 415	64 235	5 647 131
	5 180 777	586 019 (*)	64 235	5 702 562
(*) Dont dotation :				
. linéaire		521 718		
. dégressive		63 139		
. exceptionnelle		1 163		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	6 721		5 985	736
Provisions pour risques et charges (1)	66 000	25 000	1 905	89 095
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	5 027	288	5 027	288
	77 748	25 288 (*)	12 918 (*)	90 119
(*) Dont :				
. exploitation		25 288	6 933	
. financier				
. exceptionnel			5 985	

(1) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés : -
- montants repris parce que devenus sans objet : 1 905

Les provisions pour risques et charges correspondent à :

- un litige prud'homal pour un montant de 25 k€ ;
 - un litige de la société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, qui a été assignée par le ministre de l'économie, en vue d'obtenir la restitution de ristournes perçues auprès des fournisseurs pour le compte de ses coopérateurs. La part reversée par la société coopérative nationale à la société s'élève à 64 k€.
- Le tribunal de commerce de Paris a débouté la partie adverse, mais un arrêt rendu par la Cour d'Appel de Paris a infirmé ce jugement. Dans l'attente de la décision de la Cour de Cassation, un pourvoi ayant été formé contre cet arrêt, les présents comptes annuels intègrent une provision pour litige de 64 k€, issu du risque de restitution desdites ristournes.

Biens pris en crédit-bail		IMMOBILIER	MOBILIER
Valeur des biens			
Valeur d'origine	-		111 400
Dotation aux amortissements théoriques	-		22 280
Cumul des amortissements théoriques	-		44 788
Valeur nettes	-		66 612
Redevances			
Afférentes à l'exercice	-		29 976
Cumulées	-		57 235
Restant à payer: . à mois d'un an	-		29 976
. de un à cinq ans	-		20 082
. à plus de cinq ans	-		-
. total	-		50 058
Prix d'achat résiduel en fin de contrat	-		22 193

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	253 422	4 956	248 466
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	1 411 916	1 411 916	
Créances diverses	359 263	359 263	
Charges constatées d'avance	208 711	208 711	
	2 233 311	1 984 846	248 466

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	146 252	146 252		
Emprunts bancaires (1)	4 545 984	780 458	2 465 242	1 300 284
Emprunts & dettes financières divers (2)	213 345	38 724	174 621	
Avances, acompte reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	4 500 726	4 428 777		71 949
Dettes diverses	103 719	103 719		
Produits constatés d'avance	3 196	3 196		
	9 513 221	5 501 126	2 639 863	1 372 233

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 6 104

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 891 739

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 765 462

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales -

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	156
- Plus-value latente à la fin de l'exercice	-

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

- Magasin	27 396 826
- Drive Accolé	2 156 677
- Drive Déporté	2 751 183
- Station-service	8 701 837
	41 006 523

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen équivalent temps plein se décompose ainsi :

- Cadres	7
- Agents de maîtrise	16
- Employés	88
	111

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2014, qui s'élève à 142 619 €, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement et de recrutement.

Pour les salaires versés en 2015, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 6 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir sur les salaires versés depuis le 1^{er} janvier 2016.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 137 369 €.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Pénalités et amendes	90	-
Dotation exceptionnelle mise au rebut	1 163	-
Subvention contribution économie d'énergie	-	16 125
Cession d'immobilisations corporelles	-	140
Provision pour investissement	-	5 985
	1 253	22 250

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	71 949
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	143 897
	<u>215 846</u>

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun et diminuée de crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère BATEDIS.

La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	351 126
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	-70 424
	<u>280 702</u>

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	64 810
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	55 576

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce) à hauteur de 3 988 947 €..

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	861 450	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	600 000	600 000
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 3 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 36.02 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : 2015.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 246 000 €

Entreprises liées

BATEDIS

Créances diverses 220 562

Filiales et participations détenues

Néant

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. BATEDIS

Boulevard de L'Europe

28 100 DREUX

R.C.S. : CHARTRES 512 983 214

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.



sogecAUDIT
COMMISSARIAT AUX COMPTES

Greffe

167, Quai Ledru-Rollin
72000 Le Mans

T. 02 43 40 76 00

F. 02 43 40 76 29

www.sogecgroupe.com

DREUDIS

Société par Actions Simplifiée au capital social de 5 400 000 €

Boulevard de l'Europe

28100 DREUX

RCS CHARTRES B 413 736 356

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2016

UNE OFFRE GLOBALE POUR VOTRE RÉUSSITE

Société à responsabilité limitée au capital de 10 000 euros - RC Le Mans B 438 422 495
N° intracommunautaire FR 71 438 422 495

167, Quai Ledru-Rollin
72000 Le Mans

T. 02 43 40 76 00
F. 02 43 40 76 29

www.sogecgroupe.com

DREUDIS

Société par Actions Simplifiée au capital social de 5 400 000 €

Boulevard de l'Europe

28100 DREUX

RCS CHARTRES B 413 736 356

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2016

Aux associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **DREUDIS SAS**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

UNE OFFRE GLOBALE POUR VOTRE RÉUSSITE

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes suivis par votre société, nous nous sommes assurés de la correcte comptabilisation des stocks notamment :

- ✧ par l'assistance à l'inventaire physique,
- ✧ par la revue analytique des stocks,
- ✧ par le contrôle des quantités et de l'évaluation des stocks par sondage,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

LE MANS, le 30 novembre 2016
Pour SOGEC AUDIT SARL

Sébastien OLIVIER
Commissaire aux Comptes



sogecAUDIT

Commissariat aux Comptes

SARL au Capital de 10 000€

167 Quai Ledru Rollin - 72000 LE MANS

Tél. 02 43 40 76 00 - Fax 02 43 40 76 29

RC Le Mans 438 422 495 - SIRET 438 422 495 00020

Didier ROULLARD
Commissaire aux Comptes

RC Le Mans 438 455 452 - SIRET 438 455 452 00050
Tél. 02 43 40 76 00 - Fax 02 43 40 76 29
157 Quai Léon Rollin - 72000 LE MANS
SARL au Capital de 10 000€
Commissariat aux Comptes
SCS



BILAN

ACTIF	Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois			Clôture au 30/06/15 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	16 386 892	5 702 561	10 684 330	10 299 571
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	4 087 697	55 430	4 032 267	4 033 871
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	56 368	55 430	937	2 542
FONDS COMMERCIAL (1)	4 031 329		4 031 329	4 031 329
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 394 529	5 647 131	5 747 398	5 420 019
TERRAINS	1 295 041	58 859	1 236 181	1 227 711
CONSTRUCTIONS	7 141 145	3 247 279	3 893 866	3 401 305
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	2 527 852	1 940 071	587 780	727 281
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	420 690	400 921	19 769	37 189
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	9 800		9 800	26 531
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	904 664		904 664	845 679
TITRES IMMOBILISES DIVERS	651 242		651 242	624 938
PRETS	244 340		244 340	207 971
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	9 080		9 080	12 769
ACTIF CIRCULANT	7 384 417	288	7 384 128	7 019 713
STOCKS ET EN-COURS	3 697 963		3 697 963	3 509 550
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	9 082		9 082	8 783
MARCHANDISES	3 688 880		3 688 880	3 500 767
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	1 411 916	288	1 411 627	849 428
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	73 252	288	72 963	70 004
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	1 338 664		1 338 664	779 423
CREANCES DIVERSES (3)	359 262		359 262	406 110
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 494 170		1 494 170	1 504 547
DISPONIBILITES	212 393		212 393	582 742
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	208 711		208 711	167 333
TOTAL GENERAL	23 771 309	5 702 850	18 068 459	17 319 285
(1) Dont droit au bail			4 956	5 337
(2) Dont à moins d'un an				
(3) Dont à plus d'un an				



BILAN

PASSIF	Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/15 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	8 466 143	8 119 228
CAPITAL	5 400 000	5 400 000
RESERVES	2 345 919	1 887 738
RESERVE LEGALE	234 758	193 520
AUTRES RESERVES	2 111 161	1 694 218
RESULTAT DE L'EXERCICE	719 487	824 769
PROVISIONS REGLEMENTEES	736	6 721
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES</i>	<i>8 466 143</i>	<i>8 119 228</i>
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	89 094	66 000
PROVISIONS POUR RISQUES	89 094	66 000
DETTES (1)	9 513 221	9 134 056
DETTES FINANCIERES (2)	4 905 580	4 693 587
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	4 692 236	4 488 736
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	213 344	204 850
DETTES D'EXPLOITATION	4 500 725	4 326 651
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	3 122 034	2 814 024
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 291 307	1 395 357
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	87 383	117 270
DETTES DIVERSES	103 718	110 594
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	20 902	37 847
AUTRES DETTES DIVERSES	82 816	72 747
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	3 195	3 223
TOTAL GENERAL	18 068 459	17 319 285
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an	4 012 095 5 501 125	3 922 730 5 211 325
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	140 148	62 709


COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/15 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	41 195 362	43 130 985
VENTES DE MARCHANDISES	40 368 432	42 275 408
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	638 090	676 363
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	41 006 522	42 951 772
REPRISES SUR PROVISIONS	6 932	34 047
TRANSFERTS DE CHARGES	83 718	43 662
AUTRES PRODUITS	98 187	101 502
CHARGES D'EXPLOITATION	39 937 592	41 646 980
ACHATS DE MARCHANDISES	32 756 264	34 325 684
VARIATION DES STOCKS	(185 245)	(53 661)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	67 134	71 570
VARIATION DES STOCKS	(299)	(1 142)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	2 738 794	2 548 939
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	619 393	707 852
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 554 607	2 683 236
CHARGES SOCIALES	767 855	757 311
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	584 856	584 640
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	288	5 027
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	25 000	
AUTRES CHARGES	8 943	17 523
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 257 769	1 484 004
PRODUITS FINANCIERS	31 120	30 655
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	1 417	1 610
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	29 546	28 833
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT	156	211
CHARGES FINANCIERES	93 851	104 729
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	93 846	104 729
CHARGES NETTES SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT	4	
RESULTAT FINANCIER	(62 730)	(74 074)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 195 038	1 409 929


COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/15 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	22 249	13 340
SUR OPERATIONS DE GESTION	16 124	33
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	140	1 222
REPRISES SUR PROVISIONS	5 985	12 084
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 252	90
SUR OPERATIONS DE GESTION	90	90
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 162	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	20 997	13 250
PARTICIPATION DES SALAIRES	215 846	247 431
IMPOTS SUR LES BENEFICES	280 702	350 980
<i>Total des produits</i>	<i>41 248 732</i>	<i>43 174 980</i>
<i>Total des charges</i>	<i>40 529 244</i>	<i>42 350 211</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	719 487	824 769
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier	29 976	27 459
Produits financiers concernant les entreprises liées		
Charges financières concernant les entreprises liées		

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a effectué la rénovation de la façade du centre commercial et de sa galerie marchande pour un montant de 914 K€. Ces travaux ont été financés par emprunt bancaire.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêt des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial, inscrit pour un montant de 4 031 330 €, correspond au mali technique de fusion dégagé lors de la fusion avec la société DREUX DISTRIBUTION (anciennement loueur de fonds de commerce).

Ce mali est affecté ainsi :

- Fonds de commerce :	1 823 000 €
- Terrains :	513 000 €
- Construction :	1 695 330 €

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	15 à 25 ans	- Matériel de transport :	4 à 5 ans
- Agencements des constructions :	15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	8 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	5 à 10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 101 830 actions de 53.03 euros.

Fonds commercial

* DREUX DISTRIBUTION

Fusion le 30/09/2005

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	4 087 698			4 087 698
Immobilisations corporelles	10 546 971	911 793	64 235	11 394 530
Immobilisations financières - titres	624 939	26 304		651 243
Immobilisations financières - créances	220 741	36 370	3 689	253 422
	15 480 349	974 467	67 923	16 386 892

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	53 826	1 605		55 431
Immobilisations corporelles	5 126 951	584 415	64 235	5 647 131
	5 180 777	586 019 (*)	64 235	5 702 562
(*) Dont dotation : . linéaire		521 718		
. dégressive		63 139		
. exceptionnelle		1 163		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	6 721		5 985	736
Provisions pour risques et charges (1)	66 000	25 000	1 905	89 095
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	5 027	288	5 027	288
	77 748	25 288 (*)	12 918 (*)	90 119
(*) Dont : . exploitation		25 288	6 933	
. financier				
. exceptionnel			5 985	

(1) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés : -
- montants repris parce que devenus sans objet : 1 905

Les provisions pour risques et charges correspondent à :

- un litige prud'homal pour un montant de 25 k€ ;
 - un litige de la société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, qui a été assignée par le ministre de l'économie, en vue d'obtenir la restitution de ristournes perçues auprès des fournisseurs pour le compte de ses coopérateurs. La part reversée par la société coopérative nationale à la société s'élève à 64 k€.
- Le tribunal de commerce de Paris a débouté la partie adverse, mais un arrêt rendu par la Cour d'Appel de Paris a infirmé ce jugement. Dans l'attente de la décision de la Cour de Cassation, un pourvoi ayant été formé contre cet arrêt, les présents comptes annuels intègrent une provision pour litige de 64 k€, issu du risque de restitution desdites ristournes.

Biens pris en crédit-bail	IMMOBILIER	MOBILIER
Valeur des biens		
Valeur d'origine	-	111 400
Dotation aux amortissements théoriques	-	22 280
Cumul des amortissements théoriques	-	44 788
Valeur nettes	-	66 612
Redevances		
Afférentes à l'exercice	-	29 976
Cumulées	-	57 235
Restant à payer: . à mois d'un an	-	29 976
. de un à cinq ans	-	20 082
. à plus de cinq ans	-	-
. total	-	50 058
Prix d'achat résiduel en fin de contrat	-	22 193

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	253 422	4 956	248 466
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	1 411 916	1 411 916	
Créances diverses	359 263	359 263	
Charges constatées d'avance	208 711	208 711	
	2 233 311	1 984 846	248 466

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	146 252	146 252		
Emprunts bancaires (1)	4 545 984	780 458	2 465 242	1 300 284
Emprunts & dettes financières divers (2)	213 345	38 724	174 621	
Avances, acompte reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	4 500 726	4 428 777		71 949
Dettes diverses	103 719	103 719		
Produits constatés d'avance	3 196	3 196		
	9 513 221	5 501 126	2 639 863	1 372 233

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 6 104

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 891 739

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 765 462

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales -

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	156
- Plus-value latente à la fin de l'exercice	-

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

- Magasin	27 396 826
- Drive Accolé	2 156 677
- Drive Déporté	2 751 183
- Station-service	8 701 837
	<u>41 006 523</u>

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen équivalent temps plein se décompose ainsi :

- Cadres	7
- Agents de maîtrise	16
- Employés	88
	<u>111</u>

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2014, qui s'élève à 142 619 €, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement et de recrutement.

Pour les salaires versés en 2015, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 6 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir sur les salaires versés depuis le 1^{er} janvier 2016.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 137 369 €.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Pénalités et amendes	90	-
Dotation exceptionnelle mise au rebut	1 163	-
Subvention contribution économie d'énergie	-	16 125
Cession d'immobilisations corporelles	-	140
Provision pour investissement	-	5 985
	1 253	22 250

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	71 949
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	143 897
	215 846

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun et diminuée de crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère BATEDIS.

La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	351 126
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	-70 424
	<u>280 702</u>

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	64 810
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	55 576

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce) à hauteur de 3 988 947 €..

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	861 450	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	600 000	600 000
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 3 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 36.02 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : 2015.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 246 000 €

Entreprises liées

BATEDIS

Créances diverses 220 562

Filiales et participations détenues

Néant

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. BATEDIS

Boulevard de L'Europe

28 100 DREUX

R.C.S. : CHARTRES 512 983 214

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

DREUDIS
Société par actions simplifiée au capital de 5 400 000 euros
Siège social : Boulevard de l'Europe - 28100 DREUX
413 736 356 RCS CHARTRES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 15 DECEMBRE 2016
--

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 juin 2016

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 719 487,74 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 719 487,74 euros

A la réserve légale 35 974,39 euros

Solde 683 513,35 euros

A titre de dividendes 315 673,00 euros

Soit 3,10 euros par action

Le solde 367 840,35 euros

En totalité au compte "autres réserves" qui s'élève ainsi à 2 479 001,47 euros.

Le dividende sera mis en paiement au siège social à compter de ce jour.

Il est précisé que :

- le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2016 éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 9,30 euros,
- le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2016 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 315 663,70 euros.

L'Assemblée Générale prend acte qu'il a été rappelé aux associés que :

- les revenus distribués sont imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu et qu'ils font l'objet, conformément aux dispositions de l'article 117 quater modifié du Code général des impôts, d'un prélèvement forfaitaire obligatoire de 21 %, non libératoire, imputable sur l'impôt dû l'année suivante et, en cas d'excédent, restituable,
- peuvent demander à être dispensées du prélèvement les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune). La demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année qui précède le versement.

Il a en outre été rappelé aux associés que, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

C

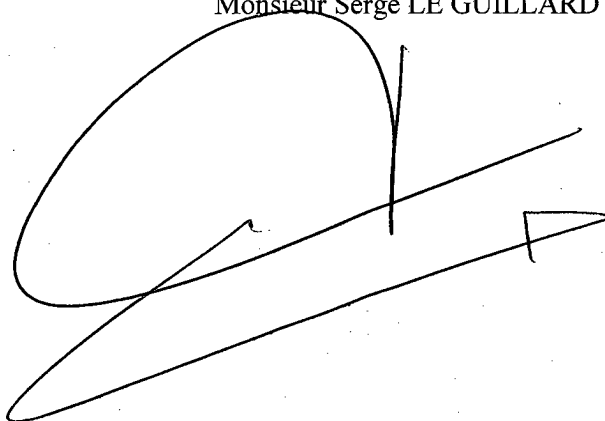
Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Total des sommes distribuées	Nombre d'actions concernées	Réfaction sur les dividendes (Article 158.3.2 CGI)	
			Dividende éligible	Dividende non éligible
30/06/2013	295 307 €	101 830	11,60 €	295 295,40 €
30/06/2014	366 588 €	101 830	14,40 €	366 573,60 €
30/06/2015	366 588 €	101 830	14,40 €	366 573,60 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 15 décembre 2016

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Président
Monsieur Serge LE GUILLARD

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop at the top and a long, sweeping stroke extending downwards and to the right.